

# Croissance : comment la France a obtenu son 1,1 % en 2015

La France a fait 1,1% de croissance en 2015, en alignement avec les prévisions du gouvernement, assez rare pour être souligné. Certains se réjouiront de ce résultat, d'autres diront que c'est bien dérisoire et peu encourageant dans un contexte qu'on a longuement décrit comme très favorable à la faveur de l'alignement des planètes économiques.

Certes, c'est nettement mieux que les 3 années qui ont précédé (2012-2014), où la croissance était proche de zéro, c'est-à-dire négative si on la rapporte au ratio PIB/habitant, signant un appauvrissement de la France du fait d'une démographique progressant au rythme de 0,5% par an. Donc, ce que les politiciens ne disent pas, et pour cause, le pays s'appauvrit lorsque le PIB en pourcentage augmente moins vite que la croissance démographique.

Est-ce une vraie reprise ? Certes, la progression est largement supérieure à celle de 2014 (0,2% de croissance), et de ce point de vue cela peut se lire comme une petite rupture bien sympathique après une longue période récessive (oui je persiste !), mais au regard de tous les facteurs souvent présentés comme « boosters » d'activités, les fameuses planètes, on peut vite sombrer dans un doute déprimant (baisse du prix du pétrole, baisse de l'euro, taux d'intérêts très bas, relâchement des politiques d'austérité en zone euro). Avant de voir les points faibles et ce qui se cache derrière cette croissance longuement attendue, notons les points positifs dans ce chiffre agrégé, tels que la hausse des investissements, la bonne tenue de la consommation des ménages, l'embellie immobilière, la fin de la destruction d'emplois (46000 emplois nets créés en 2015 selon le ministère du travail).

1,1%, oui mais avec un petit dopage de 100 milliards d'euros

Oui, tenez vous bien, la France a fait 1,1% de croissance, mais avec un déficit public de l'ordre de 80 milliards d'euros (toujours proche de 4% du PIB), et une baisse de la facture énergétique de l'ordre de 20 milliards d'euros. Au total, ce sont 100 milliards d'euros qui ont été injectés directement ou indirectement dans l'économie française. Il a fallu presque l'équivalent de 5 points de PIB en flux monétaires empruntés ou gagnés, pour produire environ 1 point de croissance. Piètre rendement ! Piètre résultat ! Notre multiplicateur budgétaire est depuis bien longtemps devenu inférieur à 1. Quand l'état injecte 1 euro dans l'économie, il obtient aujourd'hui 0,25 euro de PIB supplémentaire. En 2014, c'était 5 fois moins, car pour 85 milliards de déficit, on a récolté si je puis dire, 4 à 5 petits milliards de PIB. Je vous conseille de vous reporter à la loi des rendements décroissants pour en savoir davantage. On est vraiment inscrit dans ces équations nouvelles, où plus vous injectez de monnaie (facteur d'entrée) et moins le système économique est sensible en terme de réponse sur l'effet croissance (ou production).

## Effet pétrole

Comme je viens de le dire, la facture énergétique de la France a considérablement baissé en 2015,

une baisse équivalente à 1 point de PIB. Cette injection indirecte d'argent dans l'économie est allée pour la plus grande partie dans la poche des citoyens et des entreprises. Ce gain de pouvoir d'achat a joué un rôle important dans la croissance de 2015. De ce fait, hors pétrole, hors effet ceci, hors effet cela, hors éléments circonstanciels, l'économie française n'a pratiquement pas bougé, elle a fait du surplace. La France ne croît pas de ses propres ressorts ou d'un potentiel interne poussé par des restructurations, elle a besoin d'artifices, de facteurs exogènes, comme les mesures non conventionnelles de la BCE, les prix de l'énergie, les déficits chroniques, et c'est pour cette raison que je qualifierais la croissance française d'artificielle. Si le budget de l'état revenait à l'équilibre, la moindre des logiques comptables après tant d'années d'incurie financière, la France serait en récession.

## Effet euro

La baisse de l'euro a-t-il eu un effet positif ? Rien n'est moins sûr, car si les exportations ont augmenté, dans le même temps les importations ont davantage progressé. Le solde du commerce extérieur a donc contribué négativement à la croissance (-0,2%). Heureusement que les français soutiennent la consommation intérieure, un des seuls moteurs qui fonctionne actuellement! Allez comprendre, on n'arrête pas de nous asséner que la baisse de l'euro est un facteur clé pour la relance de nos économies. Une première façon de voir les choses est de dire que la part du bénéfice de l'alignement planétaire imputable à l'euro reste à venir, car les effets ne se font rarement sentir avant quelques mois (voire 1 an ou plus). Mais bon, cela fait déjà un petit bout de temps que l'euro est passé sous la barre des 1,15 dollar (Janvier 2015). Alors attendons encore un peu. La deuxième est de dire que la baisse d'une monnaie n'a pas beaucoup d'effet dans un monde mondialisé. Tout simplement parce que les valeurs ajoutées dans un processus de fabrication ne se réalisent plus dans un seul pays, mais se diluent sur de nombreux pays de tous les continents. De ce fait les importations qui contribuent à la fabrication d'un produit fini coûtent plus chers à l'entreprise et en final, tout s'équilibre ou presque. Les balances commerciales sont d'ailleurs éclairantes à ce sujet. Quand les exportations augmentent, les importations augmentent également, empêchant un retour à l'équilibre du commerce extérieur (contraire à ce que l'on observait dans le passé). Inutile de manipuler notre monnaie Mr le président de la Banque Centrale Européenne, car le monde a changé, il s'est mondialisé, mettant parfois en défaut les anciennes théories économiques. Qui a intérêt d'avoir une monnaie faible ? Les purs exportateurs et nos politiciens réfractaires à la réforme, heureux qu'ils sont de voir tourner la planche à billets de la BCE! Avec la baisse de notre monnaie, la richesse globale de la France a d'un coup diminué de 20% vis-à-vis de l'extérieur, facilitant l'achat d'entreprises ou de biens immobiliers par certains pays étrangers (Chine, Qatar, ).

Il faut également observer qu'il sera plus difficile d'exporter avec des partenaires commerciaux malades et pour certains en salle de réanimation. Beaucoup de pays sont à la peine en ce moment, comme le Brésil, la Russie, la Chine. ! Et si on évoque un excès d'offre qui agit obligatoirement sur les prix, alors là tout se complique, et la baisse de l'euro devient vite une illusion.

## Conclusion

Il faut toujours prendre du recul avec les chiffres. Comme avec les graphiques on peut leur faire dire ce que l'on veut. Mais derrière les chiffres, il y a toujours une vérité, la vérité économique, celle que les politiques ont du mal à accepter. Pourquoi Mr Draghi a-t-il réitéré son « NO LIMIT », signifiant que La BCE est prête à tout pour vaincre une éventuelle déflation, relancer la croissance en zone euro, forcer le crédit bancaire (taux négatif sur les liquidités placées à la BCE). Serait-il inquiet de la situation ?

Est-ce que l'année 2015 est l'année de transition, intercalée entre 2014 qui a frôlé le zéro pointé, et une année 2016 créditée pour les plus optimistes d'une croissance de 1,8 à 2%? En 2016, la France travaillera quelques jours de plus (année bissextile et moins de jours fériés), alors faut-il voir l'éclaircie plutôt que les nuages ?